

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 09 au 15 avril 2026

Le chancelier fédéral, Friedrich Merz, a reçu le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, pour des consultations gouvernementales germano-ukrainiennes à Berlin. Les toutes premières consultations officielles de ce type avaient eu lieu en 1998, sous le mandat du chancelier Helmut Kohl. Lors de la dernière rencontre, en 2004, l'élargissement de l'UE vers l'est était imminent et l'Ukraine allait donc devenir un voisin direct de l'Union européenne. Les consultations actuelles, promises par le chancelier dès son arrivée à la chancellerie, ont été marquées par la signature de contrats pour des milliers de drones produits par des entreprises germano-ukrainiennes. Merz a mis en avant la force de l'Ukraine face à la Russie et le soutien allemand, tout en soulignant que l'Ukraine devenait un partenaire de plus en plus indépendant des États-Unis. L'Allemagne se positionne désormais comme le principal partenaire bilatéral de l'Ukraine, et Merz a évoqué des intérêts économiques, espérant que les prêts européens pour la reconstruction profiteront à l'industrie allemande. Zelensky a insisté sur la nécessité pour l'Ukraine de renforcer sa base technologique en Europe afin de garantir la sécurité continentale. La question de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE a également été abordée, même si Merz a précisé qu'elle ne se ferait pas à court terme. Enfin, les discussions ont également porté sur le rapatriement des jeunes Ukrainiens en âge de servir et sur la création d'une année culturelle germano-ukrainienne pour 2027-2028.

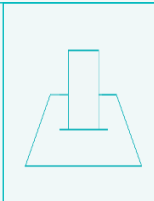
La ministre allemande de la Santé, Nina Warken (CDU), a présenté une réforme de l'assurance maladie (GKV) pour combler un déficit prévu de 15 milliards d'euros pour 2026, qui pourrait atteindre 40 milliards d'ici 2030. Après avoir reçu un rapport d'une commission d'experts contenant 66 propositions, la ministre a présenté hier ses conclusions. Parmi les mesures concrètes, il est prévu une augmentation des participations des assurés pour les médicaments et une réduction des indemnités journalières de maladie. La réforme modifie également l'assurance familiale : à partir de 2028, les conjoints des assurés devront payer une cotisation calculée en fonction des revenus du principal assuré. Les soins homéopathiques et les examens de dépistage du cancer de la peau ne seront plus pris en charge. Cette réforme est bien accueillie par les caisses d'assurance maladie, mais elle suscite des critiques de la part de l'industrie pharmaceutique, qui redoute des rabais plus importants. Les Verts demandent une contribution plus importante des pharmaciens, tandis que la gauche critique l'impact de la réforme sur les assurés. Warken prévoit un vote rapide, avec une décision en cabinet d'ici la fin avril et une conclusion avant la pause estivale.

La coalition gouvernementale allemande souhaite mettre en œuvre une réduction de la taxe sur les carburants pour répondre à la hausse des prix du pétrole, exacerbée par la guerre en Iran. Cette mesure vise à abaisser la taxe sur le diesel et l'essence de 17 centimes par litre pendant deux mois, avec un objectif de mise en œuvre au 1er mai. Le projet de loi sera présenté cette semaine au Bundestag et devrait être adopté la semaine prochaine, nécessitant également une session extraordinaire du Bundesrat le 24 avril. Parallèlement, une prime de 1 000 euros exonérée d'impôt sera accordée aux travailleurs, financée en partie par une augmentation anticipée de la taxe sur le tabac. Les experts, comme ceux de Greenpeace et de l'IWH, estiment que ces mesures

sont insuffisantes et inefficaces à long terme, privilégiant les grandes voitures consommatrices d'essence plutôt que des alternatives écologiques.

Dans une tribune publiée dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung, la ministre de l'Économie Katherina Reiche appelle à « sortir de l'auto-illusion » en matière de politique énergétique. Son constat est sévère : malgré des objectifs ambitieux, les énergies renouvelables ne couvrent qu'environ 20 % de la consommation totale, tandis que les prix élevés de l'électricité fragilisent l'industrie allemande. Elle pointe surtout le coût croissant du système — plus de 36 milliards d'euros par an — et dénonce un modèle où la collectivité assume l'essentiel des charges. La ministre défend un infléchissement stratégique, c'est-à-dire maintenir les objectifs climatiques, mais en introduisant davantage de discipline économique. Elle propose de faire contribuer les producteurs d'énergies renouvelables aux coûts du réseau, de mieux planifier les infrastructures et de limiter les surcapacités. Elle insiste aussi sur la nécessité de garantir la sécurité d'approvisionnement, en assumant le rôle du gaz, des capacités pilotables et du stockage, tout en misant sur l'innovation technologique. Cette prise de position a déclenché de vives réactions au sein de la classe politique. Dans le secteur des renouvelables, la critique est particulièrement forte : les acteurs redoutent un frein aux investissements et contestent l'analyse des coûts, qu'ils attribuent plutôt aux faiblesses structurelles du système énergétique. À l'inverse, certains milieux économiques et le secteur gazier saluent un discours plus réaliste, recentré sur la soutenabilité financière, la compétitivité industrielle et la sécurité énergétique. En filigrane, ce débat révèle une ligne de fracture majeure : comment concilier transition climatique, acceptabilité économique et souveraineté énergétique, sans fragiliser le modèle industriel allemand.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Cinq semaines après les élections du 8 mars en **Bade-Wurtemberg, les Verts et la CDU** ont conclu leurs discussions. Le résultat de ces négociations ressemble déjà à un petit accord de coalition : les deux partis s'engagent sur des thèmes comme la simplification administrative, l'innovation dans l'industrie, notamment dans le domaine de l'électromobilité, et la sécurité intérieure. La CDU souhaite notamment mettre en place des mesures strictes en matière de sécurité, comme l'utilisation de la vidéosurveillance intelligente. Les deux partis visent une répartition équitable des ministères, avec six ministres pour chacun. Les Verts conservent — outre la Chancellerie d'État — les Finances, l'Environnement, les Affaires sociales et la Recherche ; le portefeuille de l'Aménagement du territoire vient s'y ajouter. La CDU conserve l'Intérieur, l'Économie, l'Agriculture et la Justice — et prend en plus la Culture et les Transports. La présidence du Landtag revient également à la CDU. Lors de l'élection, le candidat tête de liste des Verts, Cem Özdemir, est arrivé en tête, tandis que le candidat tête de liste de la CDU, Manuel Hagel, est arrivé juste derrière. Au Parlement, les deux partis ont même le même nombre de sièges.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

100



La compagnie aérienne allemande **Lufthansa célèbre son centenaire** cette année, marquant ainsi un siècle depuis son premier vol régulier, le 6 avril 1926, entre Berlin-Tempelhof et Zurich. Cet anniversaire est l'occasion pour l'entreprise de mettre en avant son histoire, y compris les périodes difficiles, comme celle du régime nazi, durant laquelle la compagnie a été utilisée à des fins de réarmement et a exploité des milliers de travailleurs forcés. Depuis sa refondation en 1955, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, Lufthansa a évolué pour devenir l'un des plus grands groupes aériens mondiaux. Elle a survécu à des périodes difficiles, y compris à la crise du Covid-19, grâce à une aide gouvernementale. Aujourd'hui, Lufthansa est un acteur majeur du secteur aérien, qui opère des compagnies telles que Swiss, Austrian et Brussels Airlines. Si le chiffre d'affaires a augmenté en 2025, l'entreprise fait face à des défis financiers, notamment en raison du coût élevé du carburant et des incertitudes géopolitiques liées à la guerre en Iran. Néanmoins, Lufthansa reste optimiste, avec des projets de modernisation de sa flotte et de réduction de ses coûts opérationnels.